

Analyse économique des effets du militarisme sur la durée au pouvoir en Afrique

Economic Analysis of the Effects of Militarism on the Duration of Power in Africa

LIMI KOUOTOU Hibrahim¹
NGUIDJOL MA'A Joseph Stéphane²

Résumé : L'objectif de ce travail est d'évaluer l'effet du militarisme sur la durée des chefs d'Etat au pouvoir dans les démocraties africaines. En estimant un modèle de durée sur un panel de 45 pays entre 1991 et 2012, nous trouvons que le militarisme augmente les risques de durée au pouvoir via le contrôle de l'administration exercé par des chefs d'Etat militaires. Des disparités apparaissent néanmoins lorsqu'on distingue les groupes de pays composés des ex-colonies britanniques et françaises. Alors que le résultat global pour l'Afrique se confirme au sein des pays anglophones, un paradoxe apparaît pour les pays francophones. Dans ces derniers, la présence d'un chef d'Etat militaire accroît les risques de durée au pouvoir, alors qu'avoir un ministre de la défense issu du corps armé agit en sens contraire.

Mots clés : militarisme, militarisation, démocratie, durée au pouvoir.

Abstract: *The aim of this work is to assess the effect of militarism on the duration of heads of state in power in African democracies. Estimating a duration model on a panel of 45 countries between 1991 and 2012, we find that militarism increases the risks of duration in power via the control of the administration exercised by military heads of state. Disparities emerge, however, when we distin-*

¹ FSEG, Université de Yaoundé II (Cameroun) ; E-mail : hibrahimlimi@yahoo.fr

² FSEG, Université de Yaoundé II (Cameroun) ; E-mail : jsnguidjol@gmail.com

guish between groups of countries composed of former British and French colonies. While the overall result for Africa is confirmed in the English-speaking countries, a paradox appears in the French-speaking countries. In the latter, the presence of a military head of state increases the risk of staying in power, whereas having a minister of defense from the armed forces works in the opposite direction.

Keywords: *militarism, militarization, democracy, duration in power.*

JEL Code: *C23; H11; O55*

1. INTRODUCTION

L'idéologie politique prônant la primauté de la force militaire dans l'organisation de l'État (Lasswell, 1937 ; Huntington, 1957), le militarisme, s'est manifesté sous une forme singulière dans de nombreux pays d'Afrique. Au lendemain des indépendances, le pouvoir politique fût en majorité assuré par des dirigeants civils panafricainistes. Mais le combat de ces leaders fût à peine amorcé qu'une génération de dirigeants militaires vint y mettre fin. De 1970 à 1990, les États africains, hormis quelques-uns, tombèrent entre les mains de militaires (Senou, 2016 ; IDEA, 2016). Ce fût une époque marquée par le règne des régimes autocratiques. Depuis 1990, l'Afrique traverse l'ère de la démocratie avec l'arrivée d'une troisième génération de dirigeants politiques. Elle se compose toujours de militaires certes, mais aussi de politiciens civils ayant pour la plupart servi comme conseillers aux régimes militaires antérieurs (Igué, 2010).

L'ère démocratique actuelle n'a donc pas débarrassé la classe politique africaine des dirigeants militaires. Au contraire, une longue tradition de participation à la gestion du pouvoir a fait d'eux des acteurs politiques incontournables (Essonno Ovono, 2012). La cohabitation entre armée et démocratie amène à se demander si ce couple est voué au divorce ou pas : le militarisme sert-il ou dessert-il la démocratie en Afrique ? Sur cette question, les avis semblent partagés. En effet, si la démocratie a souvent été fragilisée par l'armée (Médard, 1991), il arrive paradoxalement que cette dernière soit parfois allée au secours des démocraties menacées (Chouala, 2004).

Essonno Ovono (2012) décrit ce paradoxe en Afrique. En effet, dans plusieurs pays africains, les régimes mili-

taires ont été un véritable frein à l'enracinement de la démocratie. Le militarisme s'est souvent traduit par un contrôle politique militaire de l'administration au profit de dirigeants désireux de le rester à vie, ainsi qu'une militarisation marquée par le renforcement des capacités de l'armée en termes de dépenses et effectifs militaires (Médard, 1991). Ainsi, alors qu'ils expliquaient leur intrusion sur la scène politique par la nécessité de préserver l'ordre constitutionnel démocratique, des militaires se sont souvent révélés pires que le mal qu'ils dénonçaient. L'auteur note en revanche que face au refus de certains chefs d'État d'accepter les changements revendiqués par la majorité des citoyens, ou face à des dérives autoritaires, l'armée est souvent allée au secours de la démocratie. L'intervention militaire a mis fin à des crises politiques dans des pays où des dirigeants ont voulu rester indéfiniment au pouvoir ; des périodes de transition s'en sont suivies pour donner lieu à des élections libres et transparentes (Chouala, 2004).

Notre étude analyse la relation entre le militarisme et la durée des chefs d'État au sein des démocraties africaines. Notre apport tient au fait qu'il s'agit du premier test effectué sur cette relation suivant l'approche économique en Afrique. En effet, les travaux dans ce sillage proviennent principalement des sciences politiques et de la sociologie (Huntington, 1957 ; Janowitz, 1961 ; Finer, 1971 ; Essono Ovono, 2012). Les études économiques se sont limitées aux effets démocratiques de la militarisation qui n'est qu'un aspect isolé du militarisme parmi d'autres (Kimenyi et Mbaku, 1996 ; Lskavyan, 2011 ; Brauner, 2015 ; Dizaji et Farzanegan, 2021), en plus de n'avoir pas traité de la démocratie sous l'angle de la durée au pouvoir.

La suite de l'article comporte quatre sections. La section 2 suivante fait une revue de la littérature théorique et empirique. La section 3 spécifie le modèle empirique de l'étude et présente les données employées. La section 4 discute des résultats d'estimations pour l'ensemble des pays africains et selon leurs origines coloniales. La section 5 conclut.

2. REVUE DE LA LITTERATURE

La littérature explicative de la durée au pouvoir procède des travaux économiques sur la recherche des déterminants de la démocratie (Dewey, 1916 ; Lipset, 1959 ; Acemoglu et *al.* 2005). En dépit du fait qu'elles aient identifié plusieurs facteurs, aucune de ces études économiques n'a testé le rôle empirique du militarisme. Des études sociologiques et politistes ont pourtant construit plusieurs réflexions dans ce sens.

En effet, le rôle des militaires face à la démocratie est une problématique ancienne en sociologie et en science politique (Joana, 2007). Elle connaît un regain d'intérêt dès l'entame des années 1960, avec la multiplication des frictions entre forces armées et dirigeants civils au sein des nouvelles nations accédant à l'indépendance. Un courant de recherche original verra ainsi le jour avec l'ambition d'expliquer ces nouvelles évolutions (Huntington, 1957 ; Pauker, 1959 ; Lerner et Robinson, 1960 ; Shils, 1962 ; Pye, 1962 ; Finer, 1971 ; Stepan, 1971).

2.1. Le militarisme quasi-absent de l'analyse économique des déterminants de la démocratie et la durée au pouvoir

L'analyse économique des déterminants de la démocratie naît des travaux de Dewey (1916). Celui-ci affirmait qu'un haut niveau d'éducation était indispensable à

l'émergence de la démocratie. Cette idée sera reprise et popularisée par Lipset (1959), qui mettra en exergue le rôle de la croissance économique et de l'éducation dans le développement politique et la démocratie. Connue sous le nom de l'hypothèse de Lipset, la thèse de l'auteur stipule que plus un pays connaît un fort taux de croissance, plus il aspire à plus de démocratie.

Au-delà des éléments originels, il n'existe pas de modèle théorique solide pour établir des prévisions sur l'impact des déterminants de la démocratie (Abdoulaye, 2014). La plupart des travaux dans ce domaine sont d'ordre empirique. Muller (1995) recherche des déterminants économiques de la démocratie sur un panel de 58 pays. Il démontre que le développement économique et les inégalités de revenu en sont les principaux facteurs. Huntington (1996) montre qu'une croissance économique associée à une participation à l'économie mondiale amène les pays non démocratiques à adopter les pratiques démocratiques en place dans les autres pays. Barro (1999) évalue les déterminants de la démocratie sur un panel de cent pays entre 1960 et 1995. Il prouve que le PIB par tête, le taux de scolarisation primaire, l'écart entre les filles et les garçons du primaire et l'importance de la classe moyenne (de revenu) ont un impact positif sur la démocratie. Par contre, le taux d'urbanisation et l'existence de ressources naturelles ont des effets défavorables. Minier (2001), Przeworski et *al.* (2000) et Glaeser et *al.* (2004) acceptent l'hypothèse de Lipset, tandis que Acemoglu et *al.* (2005) la rejette. Les derniers auteurs montrent que cette thèse a été confirmée à tort par les études antérieures, car toutes comportaient des limites dans leurs spécifications des modèles et techniques d'estimation.

Plus récemment, des auteurs ont proposé de nouveaux déterminants de la démocratie ayant trait au leadership et la qualité des institutions. S'agissant du leadership, des auteurs tel que Keneck-Massil (2019) testent l'hypothèse selon laquelle l'âge et l'éducation du leader dirigeant puissent affecter son envie de faire changer l'article constitutionnel sur la limitation des mandats démocratiques. Plus généralement, des travaux illustrent l'effet des attributs du leader politique sur le fonctionnement de l'économie. Dreher et *al.* (2009) montrent par exemple que les antécédents scolaires et professionnels du président influencent la mise en œuvre des réformes libérales de marché. Besley et *al.* (2011) montrent quant à eux que des dirigeants plus instruits favorisent la croissance qui, selon Lipset (1959), permet l'émergence de la démocratie. Parlant des institutions comme un élément influant lors des mutations démocratiques, des auteurs soulignent l'importance des facteurs tels que : la corruption (Johnston, 2000), la concentration du pouvoir économique (Hayo et Voigt, 2013), les fragmentations ethnique et religieuse (Hayo et Voigt, 2010), les libertés civiles (Keneck-Massil, 2019), etc. Le rôle du militarisme sur la démocratie devrait s'insérer à ce niveau, mais ceux qui l'étudient sont plus des politistes et des sociologues (Finer, 1962 ; Linz et Stepan, 1996 ; Joana, 2007). Peu d'études en Economie traitent du sujet et lorsque c'est le cas l'aspect essentiel du militarisme qu'est le contrôle politique du pouvoir par les militaires est négligé. Elles traitent uniquement de la militarisation tirée par les dépenses et effectifs des armées (Kimenyi et Mbaku, 1996 ; Brauner, 2015 ; Dizaji et Farzanegan, 2021).

Par transitivité, les déterminants de la démocratie influent sur chacun des principes qui la définissent. Parmi ces principes figurent des pratiques telles que le

multipartisme, la liberté d'opposition, l'élection au suffrage universel, la constitutionnalité des lois et l'alternance politique (Conseil interparlementaire, 1997). Chaque pratique a un rôle démocratique essentiel. Mais l'alternance politique à laquelle on oppose la durée au pouvoir, est un principe qui lorsqu'il est violé, semble fournir la preuve tangible d'une absence de démocratie (Limi Kouotou et Epo, 2019).

L'analyse économique des déterminants de la démocratie cherche alors des facteurs spécifiquement liés à la durée au pouvoir. L'essentiel des travaux met en évidence l'effet des ressources naturelles sur la durée des régimes politiques (Ross, 2001 ; Smith, 2004). La présence d'une ressource naturelle comme le pétrole donnerait des motivations et des moyens pour entretenir un conflit armé dans un pays (Collier et Hoeffler, 2002 ; 2005). La rente tirée de ces ressources fragiliserait l'Etat, vu que les dirigeants auraient moins besoin d'une organisation sociale solide ou d'une bureaucratie élaborée pour accroître les revenus (Fearon et Laitin, 2003). La « malédiction » des ressources naturelles attisent ainsi l'envie des dirigeants de se conserver au pouvoir. Omgba (2007) soutient cette idée en démontrant que l'existence d'une rente pétrolière accroît la durée des dirigeants au pouvoir en Afrique. Bien auparavant, des études remarquèrent déjà la relation entre la durée des monarchies du golfe persique et la rente pétrolière (Mahdavi, 1970 ; Beblawi et Luciani, 1987).

2.2. Le militarisme omniprésent dans l'explication socio-politique de la démocratie et le contrôle du pouvoir

Le militarisme est-il contre la démocratie ? Au tournant de la seconde guerre mondiale, les risques que l'essor du militarisme fait courir à la démocratie américaine ont alimenté la littérature en sociologie politique sur cette question. Une paire de décennies plus tard, le rôle inédit tenu par les militaires dans les nouvelles nations accédant à l'indépendance va raviver les débats (Joana, 2007).

Le débat sur le rôle des militaires en politique naît d'une réflexion de Lasswell (1937), à propos de ce qu'il appelle « l'Etat caserne. » Cet Etat se caractérise par une soumission de l'ensemble de la vie sociale et économique aux impératifs de la guerre. Bien qu'il élabore ce concept pour décrire la confrontation entre la Chine et le Japon à la fin des années 1930, il en prophétise la généralisation au sein de pays démocratique comme les Etats-Unis (Lasswell, 1941, 1997). D'autres études historiques sur l'essor du militarisme dans les Etats contemporains vont relayer cette crainte (Vagst, 1937). Mais à contrecourant, Huntington (1957) fera une analyse plutôt rassurante de l'apparente contradiction entre les valeurs qui fondent la démocratie américaine et la montée en puissance des militaires en son sein. L'auteur pense que la présence d'hommes en armes prend un sens différent dès lors qu'il s'agit de militaires professionnels comme des officiers. Ainsi, le professionnalisme militaire est une garantie pour la stabilité politique et la soumission aux décisions des autorités civiles, dès lors que celles-ci respectent l'autonomie d'organisation interne des armées. Des critiques seront faites plus tard à Huntington (1957) à partir d'arguments divers. Janowitz (1961) par exemple réfute

par une étude empirique la notion d'homogénéité de l'esprit professionnel dans la hiérarchie de l'armée. Il démontre alors que des officiers visent très souvent à occuper des responsabilités politiques extramilitaires.

Au-delà des pays occidentaux, les sociologues vont traiter du cas des pays d'Amérique Latine, mais aussi des pays arabes, africains et asiatiques plus récemment indépendants. La prolifération de coups d'Etat militaires dans ces régions incite Finer (1971) à poser à nouveau la question du rôle politique des militaires. Fort d'exemples dans l'actualité, l'auteur affirme que le professionnalisme argué par Huntington (1957) ne conduit pas forcément à une neutralité politique des officiers. L'expertise et le sentiment national auquel ils adhèrent peut les conduire à penser qu'ils sont plus aptes que les gouvernants civils à défendre les intérêts de leur pays. Aussi, selon la culture démocratique d'un pays, ceux-ci pourraient intervenir par des actions allant de la prise du pouvoir directe par les militaires à de simples jeux d'influence, en passant par des pressions, des menaces sur les gouvernants civils, voire par leur renversement au profit d'une nouvelle équipe. Les études comparatistes sur le rôle politique de l'armée dans les pays non-occidentaux vont ainsi booster l'approche de l'école développementaliste durant les années 1960. Ses disciples vont en effet offrir une nouvelle lecture du rôle militaire qui sera qualifiée de « réaliste » ou de « révisionniste » (Stepan, 1971). Pour eux, l'intervention des militaires en politique, quelles qu'en soient les formes, peut concourir au développement économique et/ou à la démocratisation politique des pays (Lerner et Robinson, 1960). Les capacités d'organisation des forces armées, les qualités morales et le patriotisme qu'on attribue à leurs cadres constituent des atouts pour la construction étatique et natio-

nale (Pauker, 1959). Le rôle modernisateur des militaires dans la marche vers la démocratie ne fait cependant pas l'unanimité (Shils, 1962) ; Pye, 1962). Pour autant, il ne demeure pas moins que les théories développementalistes ont eu le mérite de rompre avec l'idée communément admise que le militarisme est par nature opposé à la démocratie.

3. STRATEGIE EMPIRIQUE

3.1. Modèle

Inspiré des travaux d'Ongba (2007), qui expliquaient la durée des chefs d'Etat au pouvoir, le modèle de durée usité dans ce travail intègre des variables explicatives qui captent divers aspects du militarisme.

Formellement, on considère T , une variable aléatoire représentant la durée au pouvoir du chef d'Etat. T a une distribution de probabilité continue $f(t)$, où t est une réalisation de T . La fonction de distribution cumulative est alors :

$$F(t) = \int_0^t f(s) ds = P(T \leq t) \quad (1)$$

Cette fonction représente la probabilité P que la durée au pouvoir soit inférieure ou égale à t . Etant donné que cette fonction suppose que le chef d'Etat ait quitté le pouvoir avant une date t donnée, on peut considérer que l'exercice du pouvoir ne soit pas terminé en t . Cela nous renvoie à la fonction de survie $S(t)$:

$$S(t) = 1 - F(t) = P(T \geq t) \quad (2)$$

Où $S(t)$ représente la probabilité que la durée au pouvoir soit au moins égale à t . Aussi, on définit une fonction de risque $K(t)$:

$$K(t) = \lim_{\Delta t \rightarrow 0} \frac{P(t \leq T \leq t + \Delta t | T \geq t)}{\Delta t} = \lim_{\Delta t \rightarrow 0} \frac{F(t + \Delta t) - F(t)}{\Delta t S(t)} = \frac{f(t)}{S(t)} \quad (3)$$

Où $K(t)$ représente le risque pour un chef d'Etat de quitter le pouvoir à la date $t + \Delta t$ sachant qu'il y était encore à la date t .

L'étude considère la classe des modèles de vie accélérée⁷ (AFT). Dans ce cas les variables explicatives ont un effet additif sur le logarithme de la durée. Le modèle à estimer se présente sous la forme :

$$\text{Log}(T) = \alpha + X\beta + \sigma\varepsilon \quad (4)$$

Où $\text{Log}(T)$ la variable dépendante est le logarithme de la durée au pouvoir. X représente la matrice des variables explicatives comprenant des variables de militarisme et des variables de contrôle. β est le vecteur des coefficients associés à ces différentes variables, σ est un paramètre d'échelle égal à $1/P$. Enfin ε , est une variable aléatoire dont la loi détermine la loi suivie par $\text{Log}(T)$ étant donné X .

Quatre variables de militarisme sont testées. La première capte le contrôle politique militaire par une variable dichotomique qui prends la valeur 1 si le chef d'Etat est un militaire de métier, et 0 sinon ; la deuxième variable capte ce contrôle via une variable muette qui prend la valeur 1 si le ministre en charge de la défense est un militaire, et 0 sinon. La troisième variable mesure la militarisation par l'évolution des dépenses militaires en pourcentage du PIB et la quatrième par celle des effectifs militaires en pourcentage

⁷ L'autre classe de modèles est dite à risque proportionnel (HP), dans ce cas les variables explicatives interviennent de façon multiplicative sur la fonction de risque (Aka-Brou, 2006)

de la population. Les variables de contrôle sont la croissance du PIB de l'année antérieure (Acemoglu et *al.*, 2005), l'absence de corruption (Johnston, 2000), la croissance de la population (Fearon et Laitin, 2003) et la rente pétrolière (Omgba, 2007).

L'estimateur utilisé est celui du maximum de vraisemblance, en raison de la présence de données censurées dans notre échantillon. En effet, une estimation par la méthode des moindres carrés ordinaires fournirait des résultats biaisés (Box-Steffensmeier et Jones 2004). Les fonctions (2) et (3) permettent de construire la fonction de vraisemblance à maximiser L :

$$L = \prod_{i=1}^n [K(t_i, \theta)]^{d_i} [S(t_i, \theta)] \quad (5)$$

Avec $\theta = (\lambda, p)$ des paramètres à estimer, n le nombre d'épisodes de l'échantillon. Nous censurons deux cas d'observation comme chez Omgba (2007) : le cas des chefs d'Etat toujours en fonction après l'année de fin d'étude (2012) et le cas des chefs d'Etat décédés suite à des causes naturelles en plein exercice du pouvoir⁸. En effet, ignorer ces cas de censure aboutirait à un biais de sélection (Box-Steffensmeier et Jones, 2004).

Par ailleurs, nous considérons une fonction de risque monotone qui est une hypothèse couramment employée dans l'analyse de la survie des leaders (Bueno de Mesquita et *al.*, 2003). L'estimation est effectuée par l'utilisation des différentes formes fonctionnelles alternatives que propose la littérature suivant les lois log-normale, log-logistique, gamma généralisée, Weibull

⁸ Inclure ce second cas en tant que tels dans le modèle reviendrait à les traiter pour des « morts politiques », ce qui est inexact (Bueno de Mesquita et *al.*, 2003).

et exponentielle. Le choix de la loi adéquate est validé par le critère d'Akaike (AIC) qui exige de retenir la forme fonctionnelle pour laquelle la statistique AIC est la plus faible.

Pour apprécier la robustesse des résultats, nous effectuons une analyse spatiale en fonction des sous-groupes de pays. En distinguant les pays d'Afrique selon leurs origines coloniales, nous estimons à nouveau le modèle pour les sous-groupes formés des ex-colonies de France d'une part et de Grande Bretagne d'autre part. Les résultats obtenus permettent d'en saisir les spécificités.

3.2. Sources et description statique des données

Les données de l'étude couvrent un panel non cylindré de 45 pays d'Afrique pris entre 1991 et 2012. Elles proviennent de la Banque Mondiale (World Development Indicators (2020) et Database of Political Institutions (2012)), de Archigo's learder's data (2014), et de International Institute for Democracy and Electoral Assistance (Global State of Democracy Indices (2019)). Le Tableau 1 indique la source de chaque variable, ainsi que des statistiques descriptives.

Les statistiques descriptives indiquent qu'entre 1991 et 2012, le temps moyen passé au pouvoir par les dirigeants africains est d'environ 10 ans. Sur cette période, le taux de croissance du PIB a été en moyenne de 4% environ par an. L'absence de corruption moyenne a été de 0,33 sur une échelle variant entre 0 et 1. La croissance moyenne de la population de l'échantillon a été de 2,3% tandis que le taux de profit moyen sur l'exportation du pétrole a été de 5%. La dépense militaire a en moyenne été d'environ 8,6% du PIB et les

effectifs de l'armée ont en moyenne représenté près de 1,3% de population.

Tableau 1 : Source et statistiques descriptives des variables

Variabiles	Sources	Moy	Min.	Max.
<i>Durée au pouvoir (années)</i>	Archigo's learder's data	10,01	0	42
<i>Chef d'Etat militaire ou non</i>	Database of Political Institutions	-	0	1
<i>Ministre de la défense militaire ou non</i>	Database of Political Institutions	-	0	1
<i>Dépense militaire (% du PIB)</i>	World Development Indicators	8,645	0,39	47,755
<i>Effectif militaire (% de la population)</i>	World Development Indicators	1,322	0,067	21,045
<i>Croissance du PIB</i>	World Development Indicators	4,373	-62,076	149,97
<i>Absence de corruption</i>	Global State of Democracy Indices	0,334	0,044	0,718
<i>Croissance de la population</i>	World Development Indicators	2,387	-6,766	8,118
<i>Rente pétrolière</i>	World Development Indicators	5,089	0	78,541

Source : Auteurs à partir des données de la *World Development Indicators (2020)*, *Database of Political Institutions (2012)*, *Archigo's learder's data (2014)* et *Global State of Democracy Indices (2019)*.

Bien que certaines valeurs extrêmes (maximum et minimum) soient très éloignées, elles corroborent bien l'histoire des pays africains. Ainsi, les chefs d'Etat ayant gouverné peu de temps ont fait moins d'un an au pouvoir, alors que le dirigeant ayant mis le plus de temps a fait 42 ans au Zimbabwe. Le PIB de la Guinée Equatoriale s'est accru de 149% en 1997, après la découverte en 1996 de grandes réserves de pétrole dont

l'exploitation a fortement boosté les chiffres de la production. En Libye, la guerre résultant du Printemps Arabe a anéanti l'économie, en faisant s'effondrer de 62% le PIB du pays en 2011.

4. RESULTATS ET DISCUSSION

Nos résultats d'estimations portent sur l'Afrique et ses ex-colonies sur la période allant de 1991 à 2012.

4.1. L'explication de la durée au pouvoir par le militarisme en Afrique

Le Tableau 2 présente les résultats d'estimation des modèles explicatifs de la durée au pouvoir par le militarisme en Afrique. Les modèles sont tour à tour estimés à partir de différentes formes fonctionnelles associées au terme d'erreur, les lois log-normale (colonne 1), log-logistique (colonne 2), gamma généralisée (colonne 3), Weibull (colonne 4) et exponentielle (colonne 5). Pour la plupart, les coefficients obtenus des différentes estimations sont de signes identiques. L'estimation de la forme fonctionnelle liée à la loi gamma généralisée est cependant retenue, sa statistique AIC (égale à 1436,34) étant inférieure à celles des autres (colonne 3).

Tableau 2 : Régression de la durée au pouvoir sur les variables de militarisme en Afrique

	Variable dépendante : Durée au pouvoir				
	L-normal (Col. 1)	L- logistic (Col. 2)	G- gamma (Col. 3)	Weibull (Col. 4)	Expo- nential (Col. 5)
Chef d'Etat militaire ou non	0,591*** (0,084)	0,648*** (0,085)	0,432*** (0,078)	0,579*** (0,056)	0,643*** (0,062)
Ministre de la défense mili- taire ou non	-0,031 (0,087)	-0,044 (0,087)	-0,051 (0,079)	1,070 (0,114)	1,052 (0,111)

Dépense militaire	0,0007 (0,006)	-0,0008 (0,005)	0,001 (0,006)	0,998 (0,008)	0,998 (0,007)
Effectif militaire	0,021 (0,023)	0,027 (0,020)	0,008 (0,020)	0,993 (0,026)	0,990 (0,026)
Croissance du PIB antérieure	0,027*** (0,007)	0,027*** (0,007)	0,016** (0,006)	0,981** (0,008)	0,983* (0,008)
Absence de corruption	-0,848*** (0,312)	-0,644** (0,320)	- (0,273)	5,153*** (1,864)	2,987*** (1,072)
Croissance de la population	-0,046 (0,034)	-0,043 (0,032)	-0,048 (0,030)	1,072* (0,044)	1,049 (0,042)
Rente pétrolière	0,015*** (0,003)	0,017*** (0,004)	0,017*** (0,003)	0,976*** (0,004)	0,982*** (0,004)
Terme constant	1,892*** (0,171)	1,840*** (0,174)	2,435*** (0,180)	0,028*** (0,006)	0,090*** (0,017)
Observations	573	573	573	573	573
Log-vraisemblance	-723,724	-731,580	-707,174	-708,010	-752,422
AIC	1467,45	1483,16	1436,34	1436,62	1522,845

Notes : Entre parenthèses les écart-types robustes. Significativité au seuil de 10% (*), 5% (**) et 1% (***).

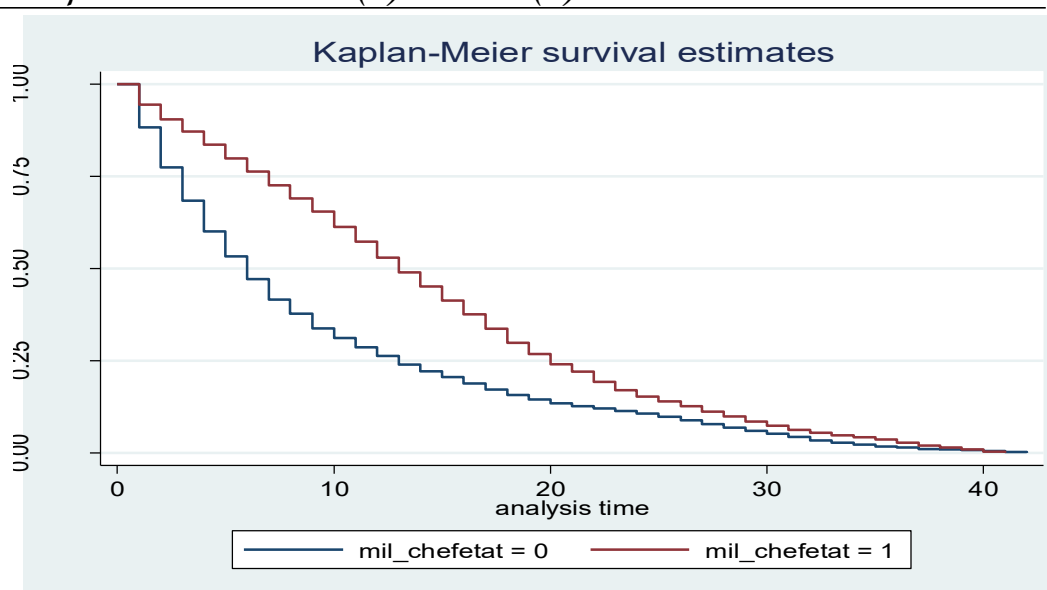
Source : Auteurs à partir des données de la *World Development Indicators (2020)*, *Database of Political Institutions (2012)*, *Archigo's learder's data (2014)* et *Global State of Democracy Indices (2019)*.

Globalement, le militarisme affecte la durée au pouvoir via un seul des quatre leviers envisagés : le contrôle politique de l'administration exercé par les chefs d'Etat militaires. En effet, le fait d'avoir un chef d'Etat militaire affecte positivement le risque de durée des dirigeants au pouvoir. Ce résultat est significatif au seuil de 1%. En revanche, les coefficients liés aux autres variables de militarisme sont non significatifs. Le contrôle de l'administration par un ministre militaire à la défense et la militarisation par accroissement des effectifs et/ou des dépenses des armées n'affectent pas les

chances de maintien des chefs d'Etats au pouvoir. Les coefficients de contrôle sont comme ceux des travaux antérieurs. Les variables qui affectent positivement la durée au pouvoir sont la croissance économique passée (Acemoglu et *al.*, 2005) et la rente pétrolière (Ongba, 2007). Celles qui l'affectent négativement sont l'absence de corruption (Johnston, 2000) et la croissance de la population (Fearon et Laitin, 2003).

Une analyse non paramétrique conforte ce résultat. En effet, l'approximation de la forme empirique des fonctions de survie et de risque sans adopter une quelconque spécification de loi est effectuée à partir de l'estimateur de Kaplan-Meier. Cet estimateur prend en compte l'effet des caractéristiques individuelles après décomposition de la population étudiée en sous-populations homogènes par rapport aux caractéristiques (Cahuzac et di Paola, 2005). A cet effet, nous séparons les pays de l'échantillon en deux sous-groupes : les chefs d'Etat militaires (1) et les chefs d'Etat civils (0). Le Graphique 1 représente l'estimation des deux fonctions de survie.

Graphique 1 : Survie estimée (Kaplan-Meier) - critère de chef d'Etat militaire (1) ou non (0)



Source : Auteurs à partir des données de Database of Political Institutions (2012) et Archigo's learder's data (2014).

Il apparaît que la fonction de survie des chefs d'Etat des pays placés sous un dirigeant militaire est à chaque moment du temps au-dessus de la fonction de survie de ceux des pays sous un dirigeant civil. Ce résultat signifie que les dirigeants militaires courent cumulativement un risque moins élevé de quitter le pouvoir que les dirigeants civils. Par exemple, 70% des dirigeants civils quittent le pouvoir dans les 10 premières années, contre seulement 35% des dirigeants militaires.

4.2. L'explication de la durée au pouvoir par le militarisme au sein des ex-colonies d'Afrique

Une analyse spatiale nous permet de tester le niveau de robustesse du résultat global obtenu pour l'Afrique. Nous segmentons notre échantillon principal en sous-groupes de pays en fonction de leurs origines coloniales. Inspiré des travaux pour lesquels la colonisation est l'un des faits du passé qui a le plus structuré les économies contemporaines (North, 1990 ; La Porta et *al.*,

2004 ; Acemoglu et *al.*, 2001, 2002 ; Michalopoulos et Papaioannou, 2013 ; Easterly et Levine, 2016), l'intérêt est porté aux ex-colonies de France et de Grande Bretagne en particulier. Le choix de ces deux blocs de pays se justifie par le fait qu'ils ont été les deux plus vastes empires d'Afrique sous l'ère coloniale d'une part. D'autre part, les blocs formés par d'autres ex-colonies (comme celles d'Italie, du Portugal, d'Espagne, de Belgique ou d'Allemagne) ne renferment pas assez de pays pour effectuer nos estimations en panels.

Les résultats d'estimations du modèle par l'utilisation de la forme fonctionnelle liée à la loi gamma généralisée sont présentés dans le Tableau 3. La colonne 1 présente ces résultats pour l'échantillon des ex-colonies françaises et la colonne 2 ceux relatifs aux ex-colonies britanniques.

Tableau 3 : Régression de la durée au pouvoir sur les variables de militarisme dans les ex-colonies françaises et britanniques d'Afrique

	Variable dépendante : Durée au pouvoir	
	Ex-colonies de françaises	Ex-colonies de britanniques
	(Col. 1)	(Col. 2)
Chef d'Etat militaire ou non	0,338***	0,613***
	(0,111)	(0,154)
Ministre de la défense militaire ou non	-0,656***	0,0384
	(0,127)	(0,136)
Dépense militaire	0,00241	0,00519
	(0,0129)	(0,00948)
Effectif militaire	-0,290***	0,154**
	(0,0918)	(0,0706)
Croissance du PIB antérieure	-0,00517	0,0177*
	(0,0140)	(0,00960)
Absence de corruption	-1,820***	-0,942*

	(0,465)	(0,499)
Croissance de la population	-0,289***	-0,0712
	(0,0913)	(0,0546)
Rente pétrolière	0,0150***	0,0200**
	(0,00571)	(0,00776)
Terme constant	3,636***	2,207***
	(0,353)	(0,285)
Observations	230	240
Log-vraisemblance	-279,047	-274,898
AIC	580,094	571,797

Notes : Entre parenthèses les écart-types robustes. Significativité au seuil de 10% (*), 5% (**) et 1% (***).

Source : Auteurs à partir des données de la *World Development Indicators (2020)*, *Database of Political Institutions (2012)*, *Archigo's learder's data (2014)* et *Global State of Democracy Indices (2019)*.

Deux faits majeurs ressortent de notre analyse spatiale. Les effets du militarisme dans les ex-colonies britanniques (colonne 2) sont similaires à ceux obtenues pour l'Afrique, exception faite du coefficient liés à la militarisation via les effectifs qui devient significatif au seuil de 1%. Dans les ex-colonies françaises en revanche (colonne 1), un paradoxe apparaît. En effet, le fait d'avoir un chef d'Etat militaire affecte positivement la durée au pouvoir, alors qu'avoir un militaire chargé du ministère de la défense l'affecte négativement. Ce paradoxe s'explique. Dans ces pays en effet, l'accès d'un militaire à la tête de l'Etat augmente certes les chances qu'il s'y éternise. Mais, la présence d'un second homme fort du régime militaire, à l'instar d'un ministre de la défense, accroît le risque de renversement du premier. Des scénarios de ce type minent l'histoire politique des pays franco-africains (Augé et Gnanguênon, 2015). C'est ainsi qu'après avoir chassé Jean-Baptiste Ouédraogo du pouvoir par un coup de push militaire en 1983 au Burkina Faso, Thomas Sankara sera lui-même renversé quatre ans plus tard et remplacé par le second

du régime en la personne de Blaise Compaoré (Somé, 1990 ; Compaoré, 2015). Au Congo démocratique, Laurent-Désiré Kabila partira du pouvoir assassiné lors d'un coup d'Etat au terme duquel son fils, Joseph Kabila sera consacré comme nouveau président en 2011 alors qu'onze ans plutôt, le père et le fils évinçaient ensemble Mobutu Sese Seko (Kongolo, 2007). Ces exemples illustrent qu'en Afrique francophone, le contrôle militaire de l'administration par deux hommes forts réduit les chances du premier de perdurer au pouvoir et accroît celle du second d'y accéder.

5. CONCLUSION

L'objectif de ce travail était d'évaluer l'effet du militarisme sur la durée des chefs d'Etat au pouvoir dans les démocraties africaines. Partant d'un panel de 45 pays pris entre 1991 et 2012, nos résultats montrent que le militarisme affecte positivement la durée au pouvoir via le contrôle politique de l'administration exercé par des chefs d'Etat militaires. Des disparités apparaissent cependant lorsqu'on distingue les sous-groupes de pays constitués des ex-colonies britanniques et françaises. Alors que le résultat obtenu pour l'ensemble des pays africains se confirme au sein des pays anglophones, un paradoxe apparaît au sein des pays francophones. Dans ces derniers, la présence d'un chef d'Etat militaire accroît les risques de durée au pouvoir, alors qu'avoir un ministre militaire chargé de la défense les réduit.

REFERENCES

- ABDOULAYE, D. (2014), « Démocratie et croissance économique dans les pays de l'UEMOA : quels liens », http://www.ecoasso.org/articles/Abdoulaye_Drama_ne1.pdf
- ACEMOGLU, D., JOHNSON, S., ROBINSON, J. AND YARED, P. (2005), « From education to democracy? », *The American Economic Review*, 95, 44-49.
- ACEMOGLU, D., JOHNSON, S. AND ROBINSON, J. A. (2001), « The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation », *American Economic Review*, 91(5), 1369- 1401.
- ACEMOGLU, D., JOHNSON, S. AND ROBINSON, J. A. (2002), « Reversal of Fortune: Geography and Institutions in the Making of the Modern World Income Distribution », *Quarterly Journal of Economics*, 107(2), 1231- 94.
- AKA-BROU, E. (2006), « On the duration of the financial system stability under liberalization », *Emerging Markets Review*, 7, 147–161
- AUGE, A. ET GNANGUENON, A. (2015), « Introduction au thème : de l'institutionnalisation de l'armée dans l'appareil d'état », *Revue Les Champs de Mars*, n°28, 7-17
- BARRO, R.J. (1999), « Determinants of democracy », *The journal of political economy*, 107, 158-183
- BEBLAWI, H. AND LUCIANI, G. (1987), *The Rentier State*, New York: Croom Helm.
- BESLEY, T., MONTALVO, J. AND REYNAL-QUEROL, M. (2011), « Do educated leaders matter? », *Economic Journal*, (121), 205-227.

- BOX-STEFFENSMEIER, J. AND JONES, B. (2004), *Event History Modeling*, Cambridge University Press, Cambridge.
- BRAUNER, J. (2015), « Military Spending and Democracy », *Defence and Peace Economics*, 26(4), 409–423.
- BUENO DE MESQUITA, B., SMITH, A., SIVERSON, R. AND MORROW, J. (2003), *The Logic of Political Survival*, MIT Press, MA.
- CAHUZAC, E. AND DI PAOLA, V. (2005), « Les modèles de durée de la théorie à la pratique », mimeo, INRA, disponible sur: www.iresco.fr/labos/lasmas/event/etpanel_cours/ETCaen_DiPaola_Cahuzac.pdf, consulté en juin 2006
- CHOUALA, Y. A. (2004), « Contribution des armées au jeu démocratique en Afrique », *Revue juridique et politique des États francophones*, (4), 548-574.
- COLLIER, P. AND HOEFFLER, A. (2005), « Resource Rents, Governance and Conflict », *Journal of Conflict Resolution*, 49(4).
- COLLIER, P. AND HOEFFLER, A. (2002), « On the Incidence of Civil War in Africa », *Journal of Conflict Resolution*, 46, 13-28.
- COMPAROE, A. R. (2015), *Politiques de Thomas Sankara et de Blaise Compaoré*, L'harmattan.
- CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE (1998), *Déclaration universelle sur la démocratie*, Union interparlementaire
- DEWEY, J. (1916), *Democracy and education*, New York: Macmillan
- DIZAJI, S. F. AND FARZANEGAN, M. R. (2021), « Democracy and Militarization in Developing Countries: A Panel Vector Autoregressive Analysis », *Defence and Peace*, 1-21

- DREHER, A., LAMLA, M., LEIN, S. AND SOMOGYI, F. (2009), « The Impact of Political Leaders' Profession and Education on Reforms », *Journal of Comparative Economics*, 37(1), 169-193.
- EASTERLY, W. AND LEVINE, R. (2016), « The European Origins of Economic Development », *Journal of Economic Growth*, 21(3), 225-257
- ESSONO OVONO, A. (2012), « Armée et démocratie en Afrique, une relation ambivalente à normaliser », *Afrique contemporaine*, 2(242), 120-121
- FEARON, J. (2005), « Primary Commodities Exports and Civil War. », *Journal of Conflict Resolution* vol. 49(4).
- FINER, S. E. (2002, 1^o ed. 1962), *The Man on Horseback. The Role of the Military in Politics*, New Brunswick, Transaction Publishers
- GLAESER, E. L., LA PORTA, R., LOPEZ-DE-SILANES, F. AND SHLEIFER, A. (2004). « Do institutions cause growth? », *Journal of economic growth*, 9, 271- 303
- HAYO, B. AND VOIGT, S. (2013), « Endogenous Constitutions: Politics and Politicians Matter, Economic Outcomes don't », *Journal of Economic Behavior & Organisation*, 88, 47-61.
- HAYO, B. AND VOIGT, S. (2010), « Determinants of Constitutional Change: Why do Countries Change Their Form of Government », *Journal of Comparative Economics*, 38(3), 283-305.
- HUNTINGTON, S. P. (1985, 1^o ed. 1957). - *The Soldier and the State. The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge, Harvard U. P.
- HUNTINGTON, S. P. (2006, 1^o ed. 1968), *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale U. P.
- JANOWITZ M. (1964), *The Military in the Political*

- Development of New Nations, Chicago, University of Chicago Press.
- HUNTINGTON, S. P. (1996). *Troisième vague : les démocratisations de la fin du XX^e siècle*, Manille, Nouveaux Horizons.
- IGUE, J. O. (2010), « Une nouvelle génération de leaders en Afrique : quels enjeux ? », *Revue Internationale de politique de développement*, (1), 119-138
- INTERNATIONAL INSTITUTE FOR DEMOCRACY AND ELECTORAL ASSISTANCE (2016), Approfondir la transition vers la Gouvernance démocratique en Afrique centrale, last accessed on 10 June 2016, <https://www.idea.int/sites/default/files/publications/approfondir-la-transition-en-afrique-centrale.pdf>
- JANOWITZ, M. (1971, 1^o ed. 1961), *The Professional Soldier. A Social and Political Portrait*, New York, Free Press.
- JOANA, J. (2002), « La “condition militaire” : Inventions et réinventions d’une catégorie d’action publique » *Revue Française de Science politique*, 52(4), 449-467.
- JOANA, J. (2007), « La démocratie face à ses militaires Où en est l’analyse des relations civils-militaires? », *Revue française de sociologie*, 48(1), 133-159
- JOHNSTON, M. (2000), « Corruption et démocratie: menaces pour le développement, possibilités de réforme », *Revue Tiers Monde*, 41(161) 117-142
- KENECK-MASSIL, J. (2019), « Changement constitutionnel et durée au pouvoir en Afrique : une approche économique », *Revue d'Economie Politique*, n°129, 105–135

- KIMENYI, M. AND MBAKU, J. (1996), « Rents, Military Elites, and Political Democracy », *European Journal of Political Economy*, 11(4), 699–708.
- KONGOLO, M. (2007), *Laurent-Désiré Kabila - Ma part de vérité*, L'Harmattan
- LA PORTA, R., LOPEZ-DE-SILANES, F., POPELECHES, C. AND SHLEIFER, A. (2004), « Judicial Checks and Balances », *Journal of Political Economy*, 112(2), 445-470.
- LASSWELL, H. (1937), « Sino-Japanese Crisis : the Garrison State versus the Civilian State », *The China Quaterly*, (11), 643-49.
- LASSWELL, H. (1941), *Democracy Through Public Opinion*, Menasha, Wisconsin: George Banta Publishing Company, Published online by Cambridge University Press: 02 September 2013
- LASSWELL, H. (1997), *Essays on the Garrison State*, New Brunswick, Transaction Publishers
- LERNER, D. AND ROBINSON R. D. (1960), « Swords and Ploughshares : the Turkish Army as a Modernizing Force », *World Politics*, 19-44.
- LIMI KOUOTOU, H. AND NGAH EPO, B. (2019), « Démocratie et croissance économique en Afrique subsaharienne : l'effet de l'alternance des chefs d'Etat au pouvoir », *Région et Développement*, (50), 67-88
- LINZ, J. J. AND STEPAN, A. (1996), *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- LIPSET, S. M. (1959), « Some social requisites of democracy: economic development and political legitimacy », *American political science review*, 53, 69-105.

- LSKAVYAN, V. (2011), « Democracy Levels and the Income-military Expenditure Relationship », *Applied Economics Letters*, 18(15), 1485–1489.
- MAHDAVI, H. (1970), The patterns and problems of economic development in rentier states: The case of Iran, In M.A. COOK (ed.), *Studies in the Economic History of the Middle East*. Oxford University Press, London.
- MEDARD, J.-F. (1991), « Autoritarismes et démocraties en Afrique noire », *Politique africaine*, n° 43, 92-104. Mélanges en l'honneur de Slobodan Milacic (2007), Bruxelles, Bruylant
- MICHALOPOULOS, S. AND PAPAIOANNOU, E. (2013), « Pre-Colonial Ethnic Institutions and Contemporary African Development », *Econometrica*, 81(1), 113-152.
- MINIER, J. A. (2001), « Is democracy a normal good? Evidence from democratic movements », *Southern economic journal*, 67, 996-1009.
- MULLER, E. N. (1995), « Economic determinants of democracy », *American sociological review*, 60, 966-982.
- NORTH, D. C. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press.
- NUN, J. (1965), « The Middle-Class Military Coup », in C. Veliz ed., *The Politics of Conformity in Latin America*, Londres, Oxford U. P.
- OMGBA, L. D. (2007), « Stabilité du pouvoir politique et rente pétrolière dans les États africains », Commission Economique pour l'Afrique; Banque Africaine de Développement (2007-11), African Economic Conference 2007: Opportunities and Challenges of Development for Africa in the Glo-

- bal Arena (2007, nov. 15-17 : Addis Ababa, Ethiopia)
- PAUKER, G. J. (1959), « Southeast Asia as a Problem Area in the Next Decade », *World Politics*, XI, avril,
- PRZEWORSKI, A., ALVAREZ, M. E., CHEIBUB, J. A. AND LIMONGI, F. (2000), *Democracy and Development*, Cambridge University Press.
- PYE, L. W. (1962), « Armies in the Process of Political Modernization », dans Johnson J., *The Role of the Military in Under-developed Countries*, Princeton, *Princeton U. P.*, 69-89.
- ROUQUIE, A. (1982), *L'Etat militaire en Amérique Latine*, Paris, Seuil
- SENOU, J.I. (2016), Le nouvel avatar démocratique en Afrique : l'obsession du second mandat, *Revue française de droit constitutionnel*, 3(107), 633-652.
- SHILS, E. (1962), « The Military in the Development of the New States », dans Johnson J., *The Role of the Military in Under-developed Countries*, Princeton, *Princeton U. P.*, 7-67.
- SOME, V. D. (1990), *Thomas Sankara : L'espoir assassiné*, L'harmattan.
- STEPAN, A. (1971), *The Military in Politics. Changing Patterns in Brazil*, Princeton, Princeton U.P.
- VAGST, A. (1967, 1^o ed. 1967), *A History of Militarism. Civilian and Military*, Free Press, New York.